

Certains prétendent que les créditistes désirent simplement la reconnaissance des droits, mais refusent d'accepter les obligations qui naissent de la vie en société. Rien n'est plus faux. Nous reconnaissons que chaque individu a des droits et des obligations et que nous ne pouvons pas vivre en société sans que nos droits et nos obligations soient respectés. C'est pour cette raison que nous répétons régulièrement que nous devons non seulement assurer la reconnaissance des droits des individus, mais aussi leur permettre de remplir leurs obligations sur les plans moral, économique et social. Pourquoi tant de gens aujourd'hui refusent-ils de remplir leurs obligations au sein de la société? Parce qu'on leur refuse le droit de participer au développement de la société par leur travail.

Je suis indigné, en ma qualité de père de famille, de constater que le gouvernement canadien dépense, à Sainte-Anne-des-Plaines, \$32,450 par prisonnier. On a construit un édifice pour abriter 450 prisonniers, alors qu'on refuse systématiquement à des familles le droit d'obtenir les crédits leur permettant de se construire une habitation pour loger tous leurs enfants.

A mon avis, le gouvernement n'est pas à la page en n'utilisant pas tous les moyens possibles pour assurer à ces familles le droit à l'habitation dans un logement de leur choix, d'une dimension convenable pour leur permettre de perpétuer la race humaine.

En France, on nous disait que les Français ne désirent pas émigrer au Canada, parce qu'ils veulent rester chez eux. Quant à nous, qui jouissons d'un pays immense, nous pouvons augmenter la population de façon naturelle, sans être obligés de recourir à l'intégration, dès la naissance, à une région donnée, ce qui permettrait systématiquement la croissance normale de la population. Le fameux dollar s'il vient d'un système proposé par les créditistes, sera inflationniste, douloureux et mauvais, car il y aura trop d'argent en circulation. Toutefois, si l'argent provient de ceux qui contrôlent le crédit de la nation sans participation laborieuse active, ce n'est pas inflationniste ou dangereux pour l'économie. Ce système est sacré; on ne doit pas le changer. Continuons alors de ne pas voir les choses sous leur vrai jour.

Très peu de députés connaissent les situations tragiques que moi-même et certains autres ont vécues au cours de la dépression économique de 1930-1939. Il ne nous était même pas permis d'avoir un seul timbre de 3c. pour expédier une lettre à notre mère, et cela faisait mal au cœur. Il est pénible d'attendre la clarté du jour, au bord du bois, pour commencer à travailler, afin d'éviter de se blesser. Il y en a qui rient de cela. Qu'ils rient! Rira bien qui rira le dernier!

J'ai vécu tous ces événements, j'ai vécu ces années difficiles et aujourd'hui, je considère comme un devoir, ayant été formé à m'acquitter de mes responsabilités, de me faire le défenseur de mes concitoyens. Au fait, ils ont le droit eux aussi, de vivre dans leur pays, avec un minimum de sécurité, tout en jouissant de la liberté que nous chérissons.

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir d'avoir l'occasion de prendre la parole en faveur de la motion présentée par un de nos collègues. Cette motion est logique et serait bien acceptable, mais vu l'incompréhension de la Chambre, comment peut-on espérer la faire comprendre à toute une nation?

Dans un Parlement, on est censé réunir les intelligences les plus brillantes de la nation, citoyens honnêtes, qui sont censés travailler uniquement pour la nation et mettre en œuvre toutes les possibilités physiques, morales, intellectuelles et financières d'un pays. Et quand on parle de remodeler notre système, de corriger les abus qu'il contient, on dit qu'il s'agit de folies.

• (9.40 p.m.)

Tout à l'heure, l'honorable ministre du Revenu national (M. Côté) a dit que les libéraux, les conservateurs et les députés du Nouveau parti démocratique n'étaient pas d'accord avec ceux qui préconisent une politique inflationniste, une politique sociale, une politique normale, une politique intelligente, laquelle n'était qu'une politique de second ordre, prêchée par quelques membres d'un certain parti de la Chambre qui ne savent pas trop ce qu'ils disent. Voilà à peu près les paroles qu'a prononcées l'honorable ministre.

Quand nous avons des ministres qui ne sont même pas capables de distinguer le capital public du capital privé, comment veut-on que l'administration d'un pays soit normale, logique et favorable à la population?

Nous sommes convaincus que la dette publique est une absurdité, qu'il s'agit du plus grand monstre que nous ayons jamais connu, monstre épouvantable, monstre qui a toute la puissance et les tentacules voulus pour aller chercher tout ce qu'il y a de logique, de puissant et de pesant: la finance. Et c'est ce monstre qui est protégé par ceux qui nous ont gouvernés depuis le début de la Confédération au Canada.

Ce sont les rouges et les bleus qui nous ont gouvernés. Ce sont eux qui ont monté la dette publique pour faire plaisir, pour enrichir, pour fortifier davantage ce monstre, qui écrase et étouffe aujourd'hui toute la population. Eux-mêmes sont en train de se faire étouffer, entortiller par ce monstre, et ils ne s'en rendent hélas pas compte! Quelle veine pour la Chambre que de compter dans ses rangs les créditistes, qui voient clair, eux, qui